

"Savoir rouler à vélo " avec la Prévention Routière



"Savoir rouler à vélo " avec la Prévention Routière

Le vélo a le vent en poupe et c'est pour développer ce moyen de locomotion que l'Etat a engagé une réforme concernant le « savoir rouler à vélo » dans toutes les écoles françaises.

Lundi dernier, Bernard Pérard – que tous les Vicois connaissent bien pour avoir sous sa houlette et celle de son épouse obtenu leur permis de conduire – et son collègue Claude Serres, intervenants au sein de la Prévention Routière, étaient présents salle polyvalente à Vic-Fezensac.

Ils y recevaient **les élèves des classes de CM2 de l'école élémentaire Marc Castex** venus tester leurs connaissances dans le domaine de la conduite cycliste.

Les deux intervenants n'ont pas attendu la réforme pour intervenir dans le domaine comme nous l'explique Bernard Pérard :

« Cela fait 15 ans que la Prévention Routière intervient dans les écoles mais jusque-là, ce n'était pas obligatoire.

Par cette récente réforme, l'Etat veut intégrer le « savoir rouler à vélo » dans le cursus de l'écolier comme c'est le cas pour la natation. »

Cette compétence va s'acquérir en 3 étapes :

la connaissance du vélo

le code et la pratique en milieu fermé

la sortie en dehors de l'agglomération qui se fait avec la Jeunesse et les Sports ou un club de vélo

La Prévention Routière intervient au niveau de la seconde étape.

Lundi matin, c'était code de la route versions vélo salle polyvalente.

Comme le code voiture, les enfants, confrontés à des situations réelles de circulation diffusées sur des diapositives, doivent choisir le ou les bonnes réponses.

Zones réservées au vélo, situation de dépassement...

Chaque enfant repart avec une note sur 10.



L'après-midi, place à la pratique avec un parcours installé dans la cour de l'école.

Les vélos sont fournis par les intervenants qui ont au préalable préparé un parcours de maniabilité semé d'embûches !

Virages, couloirs, planche... les exercices proposés représentent des situations que les enfants pourront rencontrer en circulant.

Pas de panneaux, on teste ce jour sa capacité à bien manier son engin.

Bernard et Claude doivent parfois replacer quelques plots mais dans l'ensemble, cela se passe bien !



Une note moyenne est attribuée avec la note du matin.

Les enfants reçoivent tous un certificat validant cette 2e étape.

Le meilleur élève de chaque classe est sélectionné pour participer à une finale départementale qui aura lieu à Mirande le 21 juin.

Une centaine d'enfants seront présents et tous seront récompensés.

Cette intervention n'est qu'une étape parmi tout un parcours que les élèves suivent de l'école élémentaire jusqu'au lycée en matière de prévention routière.

Certaines de ces étapes sont obligatoires.

Un carnet scolaire individuel remis par le ministère de l'éducation détaille toutes ces étapes.

Au cours préparatoire, les enfants découvrent le code de la route avec Tom et Lila.

En classe de CM2, c'est le savoir rouler à vélo devenu depuis peu obligatoire.



Au collège, deux étapes sont obligatoires : le ASSR 1 (Attestation Scolaire de Sécurité Routière) en 5ème et le ASSR 2 en 3ème.

En 4ème, même si ce n'est pas obligatoire, les élèves peuvent bénéficier d'une séance de simulateur cyclomoteur.

Au lycée, une demi-journée de sensibilisation à la sécurité routière est obligatoire en seconde.

En terminale, les élèves peuvent bénéficier de modules d'accidentologie.

Un parcours indispensable jalonné d'étapes destinées à préparer les conducteurs de demain.

Un parcours rendu possible grâce à l'investissement d'intervenants bénévoles qui ne comptent pas leurs heures.

Bernard précise que c'est la 48ème école dans laquelle le binôme intervient sur cette activité et que 80 % des écoles du Gers bénéficient de l'intervention de la Prévention Routière, ce qui est loin d'être le cas dans le reste de l'hexagone.

Cela grâce à deux intervenants contre six il y a quelques années !

Même s'il s'agit de passionnés, il est de plus en plus difficile de recruter des bénévoles et on peut regretter que pour cette cause d'utilité publique, l'Etat ne mette pas en place des emplois salariés...

En attendant, bravo aux intervenants pour leur investissement !

